



Région
Hauts-de-France

LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE RECRUTE

pour sa Direction des Transports

Chargé de mission « Juriste pour l'ouverture à la concurrence »

Catégorie A – Filière Administrative ou Technique

Contexte du poste

La Direction des Transports participe à la définition du service régional de voyageurs. Elle définit une stratégie intégrée pour les transports routiers et ferroviaires, après la reprise de la compétence transports scolaires et interurbains, et permet ainsi à la Région d'assurer son rôle de chef de file de l'intermodalité.

Au sein de la Direction des Transports, le département Services de transport est chargé de négocier et de mettre en œuvre le service TER, de veiller à son articulation avec le transport routier géré par la direction correspondante et de définir les politiques de marketing, de billetterie et de tarification pour l'ensemble des transports collectifs régionaux ferroviaires et routiers.

Il regroupe trois services, dont le service Convention qui est chargé du suivi des actuelles conventions TER, de la renégociation de la future convention Hauts-de-France, de la préparation de l'ouverture à la concurrence et de la tarification et de la billetterie pour les transports routiers et ferroviaires. Au sein de ce service, un responsable de projet est chargé de l'ouverture à la concurrence, qui est un sujet qui touche l'ensemble de la direction. Le titulaire de ce poste travaille sous sa responsabilité fonctionnelle et sous la responsabilité hiérarchique du chef de service Convention.

La Région a pour objectif d'ouvrir progressivement à la concurrence le service TER, en conduisant des appels d'offres sur 20% du service ferroviaire à l'horizon 2022 – 2023. La préparation de ces appels d'offre doit être engagée dès 2019. Le titulaire du poste a pour mission de les rédiger, et de participer à toutes les négociations nécessaires avec l'opérateur actuel pour permettre l'ouverture à la concurrence dans de bonnes conditions.

Le titulaire du poste a pour missions

Préparation et participation aux négociations avec l'opérateur actuel pour permettre l'ouverture à la concurrence

- Assurer une veille juridique permanente concernant le transport ferroviaire, l'ouverture à la concurrence du TER et la commande publique : réglementation européenne, code des transports, loi pour un nouveau pacte ferroviaire avec ses ordonnances et décrets d'application, décisions et avis de l'ARAFER, code de la commande publique, décisions de la Commission européenne, jurisprudences nationales ou européennes
- Réaliser des analyses juridiques sur le cadre légal en vigueur pour fournir des bases juridiques solides aux demandes du Président de la Région – travail en lien avec le chargé de mission juridique, la DAJ – pilotage de marchés d'études passés à des prestataires extérieurs
- Travail en tant que de besoin avec l'autorité de régulation ferroviaire (ARAFER), dépôt de questions, de demandes d'arbitrages voire de recours
- Préparation de négociations avec la SNCF : réflexion sur les objectifs de négociation, rédaction de courriers et de notes
- Elaboration et suivi de la procédure d'appel d'offre
- Participation aux réunions de négociation, rédaction des comptes-rendus
- Contribution au processus de transfert à la Région de matériels roulants et d'ateliers de maintenance

Rédaction des cahiers des charges pour l'ouverture à la concurrence

- Analyse de cahiers des charges français et étrangers portant sur des contrats de transport
- Préparation des pièces contractuelles et techniques en liaison avec des cabinets d'assistance spécialisés
- Travail avec les directions de la commande publique, des affaires juridiques et des finances pour la préparation de l'appel d'offres

Organisation de l'appel d'offres

- Rédaction du rapport préalable sur le mode de gestion du TER en vue de sa présentation à la commission consultative des services publics locaux,
- Rédaction des délibérations de lancement de la procédure puis d'attribution du contrat
- Suivi de la procédure d'appels d'offres : analyse des candidatures puis des offres, participation aux réunions de négociation et rédaction des comptes-rendus de réunion avec les candidats, rédaction des rapports d'analyse pour la commission de délégation de service public
- Définition d'une stratégie de négociation
- Rédaction de notes sur l'avancement des négociations, pour information des élus et de la direction générale
- Suivi des commandes passées aux cabinets d'assistance

Mise en place et exécution des contrats de transport

- Contribution à la rédaction du contrat final et de ses annexes
- Suivi / accompagnement du processus de transition / passage de pouvoirs entre SNCF et le nouvel exploitant
- Préparation de divers protocoles spécifiques (matériels roulants, ateliers de maintenance, gares, personnels, etc) et avenants techniques et financiers à la convention TER Région-SNCF

Profil

De formation supérieure, Bac + 5 en droit avec une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine.

- Bonne compréhension des enjeux des politiques publiques
- Maîtrise dans la passation de marchés publics ou de délégations de service public
- Des connaissances dans le domaine du transport seraient un plus.

**CANDIDATURE
À ADRESSER SUR :**

emploi@hautsdefrance.fr